

# NANTERRE, DE LA MATERNELLE A L'UNIVERSITE

## SAUVONS NOTRE EDUCATION !

*Notre école va déjà de plus en plus mal. Mais avec beaucoup d'hypocrisie et de mensonges, le gouvernement Macron est en train d'assassiner tout ce qui relève d'une logique d'égalité des chances. En voulant aller très vite, il espère mettre tout le monde KO et mettre la population enseignante, étudiante, et lycéenne (avec les parents) devant le fait accompli. En réalité, c'est toute l'école publique qui souffre de l'austérité, de la maternelle à l'université. Et c'est cela qu'il faut radicalement changer. Mais pour cela, comparons d'abord ce que dit le gouvernement avec la réalité...*

CE QUE DIT LE GOUVERNEMENT	CE QU'IL EN EST ; LA REALITE QUI SE MET EN PLACE
<p><b>PRIORITE AU PRIMAIRE ?</b> Le gouvernement croit justifier les trop faibles moyens dans les lycées et collèges en prétendant que leur première priorité est l'enseignement primaire (CP et CE1 surtout).</p>	<p>En réalité, les enseignants du premier degré savent bien ce qu'il est : pour de rares classes de 12 élèves en CP, dans des salles parfois divisées en deux classes par un simple rideau, les effectifs augmentent pour les autres classes (ex : plus de 30 élèves en maternelle à Sayad, fermeture de classe à Langevin, Jules Ferry ). Et les recrutements de professeur.e.s des écoles pour la rentrée prochaine sont en diminution d'environ 10%. Le budget municipal est au régime sec (pas de papier toilette dans certaines écoles...). Sur Nanterre, il n'y a qu'une personne pour assurer les remplacements sur une circonscription de 250 classes</p>
<p><b>L'EDUCATION, UNE PRIORITE ?</b> Le gouvernement prétend que l'éducation est une de ses priorités.</p>	<p>En réalité, de nombreux lycées (notamment dans le 93) voient baisser leur DHG (dotation horaire globale, c'est-à-dire l'ensemble des heures allouées aux établissements pour fonctionner). Plus encore de DHG diminuent si on les rapporte au nombre d'élèves inscrits dans ces lycées, un nombre en nette hausse vu les tendances démographiques.</p>
<p><b>EGALITE DES CHANCES ?</b> Le gouvernement maintient une posture de défense officielle du principe d'égalité des chances.</p>	<p>En réalité, si l'éducation n'est donc pas une priorité du gouvernement, ce que l'on appelait éducation prioritaire l'est encore moins. Les ex-ZEP (zones d'éducation prioritaires) disparaissent pour de bon en lycée. Les déclarations du ministre Blanquer et le rapport Mathiot sur la réforme des lycées sont explicites sur ce point. Les lycées ZEP bénéficiaient d'un statut spécifique leur permettant de recevoir chaque année une DHG supérieure à la moyenne des établissements. Ils avaient ainsi la possibilité de limiter les effectifs à 30 élèves par classe, offrir davantage de cours demi-groupes, monter des projets spécifiques, maintenir des disciplines malgré les faibles effectifs d'élèves concernés. Tout cela va donc progressivement disparaître à partir de la rentrée prochaine.</p>
<p><b>PARCOURSUP, MIEUX QU'APB ?</b> Le gouvernement dit que Parcoursup permettra d'éviter l'arbitraire d'APB (le logiciel « Admission Post-Bac »).</p>	<p>En réalité, il est évident qu'APB, avec ses failles et son système de tirage au sort, n'avait rien de satisfaisant. Mais le fait de ne pouvoir formuler que 10 vœux (contre 24 auparavant) sans pouvoir formuler de préférences amènera une vaste loterie, et beaucoup d'inégalités entre bacheliers en fonction de leur établissement d'origine, donc en fonction de leurs milieux sociaux. Surtout, les critères de la sélection opérée par les universités seront totalement opaques.</p>
<p><b>PAS DE SELECTION ?</b> Le gouvernement refuse l'utilisation du terme de sélection à propos de Parcoursup.</p>	<p>En réalité, avec Parcoursup, le bac cesse d'être le premier grade universitaire. Malgré les dénégations du gouvernement, une sélection est bien introduite. Dans toutes les filières universitaires, le gouvernement exige des listes d'« attendus », critères de sélection variables d'une fac à l'autre. Pour chaque candidature, les facs pourront ensuite répondre oui, non, ou encore « oui si »...</p>
<p><b>MEILLEURE ORIENTATION ?</b> Le gouvernement dit que les élèves seront mieux orientés.</p>	<p>En réalité, c'est l'inverse qui est vrai. En réalité, on confie cette mission d'orientation est confiée à des enseignants non formés sur ce plan, à la place des conseillers d'orientation (Psy-EN, ex-CoPsy) qui sont en train de disparaître (5 départs à la retraite sur 6 non-remplacés). Côté lycée, les enseignants en conseils de classe, en particulier les profs principaux, sont censés valider ou non, dès les conseils de classe du 2<sup>e</sup> trimestre.</p>
<p><b>MEILLEUR ACCOMPAGNEMENT ?</b> Le gouvernement dit que les élèves seront mieux accompagnés pour leur entrée dans l'enseignement supérieur.</p>	<p>En réalité, les exigences de mise à niveau (remédiation) pendant un an, induites par un « oui si », ne trouveront pas les ressources nécessaires pour les assurer, et l'avenir des étudiants passant par cette année de « purgatoire » forcé est totalement incertain. Cette « remédiation » ne pourra avoir lieu que dans des amphithéâtres surchargés, encore bien plus qu'ils ne le sont déjà aujourd'hui (150 en cours de remédiation maths aujourd'hui à</p>

<p>LA REFORME DU BAC Blanquer parlait le 22 mai 2017 de « muscler le bac ».</p>	<p>Nanterre !). C'est du grand n'importe quoi, qui exige des équipes d'enseignants-chercheurs et de Biatts une masse de travail irréalisable, à laquelle doit s'ajouter la tâche harassante de sélection des dossiers des candidats. Tout cela alors que les personnels universitaires sont déjà en nombre insuffisant pour assurer les tâches courantes aujourd'hui.</p> <p>En réalité, le projet ne consiste pas à « muscler » le bac, mais à détruire ce qui restait d'une certaine logique égalitaire. Le bac voulu par Macron et Blanquer perdra son caractère national, en gardant 4 épreuves finales et en introduisant une forte part de contrôle continu. Bien sûr, cela aboutira à survaloriser le bac obtenu dans les lycées accueillant des milieux favorisés et à sous-valoriser le diplôme obtenu par des bacheliers des quartiers populaires. Qui peut croire qu'un bac « Pasteur-Neuilly » aura la même valeur qu'un bac « Joliot-Nanterre » ?</p>
---	--

*Tout ceci relève d'une même logique : l'affaiblissement délibéré du service public d'éducation, dans le secondaire comme dans le supérieur ; l'augmentation des inégalités devant l'accès à la formation et au savoir ; l'individualisation des parcours contre des qualifications liées aux diplômes, en faveur du seul patronat. Mais ce n'est pas tout. Robert Gary-Bobo, membre de l'équipe de campagne présidentielle de Macron en charge de ces questions, a rédigé un texte de 10 pages qui a « fuité ». Ce document, intéressant au plus haut point, est un excellent révélateur de ce que disent nos dirigeants quand ils sont entre eux. D'une part, il explique comment tromper les gens et **faire « passer la pilule »** de cette régression profonde du système éducatif. D'autre part, il en **explique le but : augmenter massivement les frais d'inscription à l'université** ; et comme il resterait malgré tout quelques élèves « méritants », financièrement défavorisés mais aux dossiers scolaires permettant l'accès à un enseignement supérieur rendu bien plus coûteux, le texte de M. Gary-Bobo préconise de **développer les prêts bancaires aux étudiants**. Les banquiers se frottent les mains. Mais – pire encore ! – pour que ces derniers ne perdent pas un centime sur les nouveaux milliards de profits ainsi prévus, il est précisé que **l'Etat devrait garantir ces prêts**, c'est-à-dire rembourser les banques en cas de non-remboursement par les jeunes bénéficiaires. Autrement dit, il s'agit d'un **transfert net de richesses, des familles (à commencer par les familles modestes) vers le secteur financier**.*

La logique qui préside à la politique du gouvernement est tout simplement révoltante. Elle mérite une immense levée de boucliers, un combat déterminé et intransigeant qui unisse au moins, partout dans le pays parents, personnels enseignants et administratifs de l'éducation nationale ainsi que de l'enseignement supérieur de la recherche, lycéen.ne.s, étudiant.e.s. C'est l'avenir de nos enfants et des générations futures qui est gravement menacé par ces réformes. Ne laissons surtout pas faire cela.

Le collectif des établissements mobilisés de Nanterre

**Réunissons nous lors d'une**  
**Assemblée Générale Ville de Nanterre**  
**Le jeudi 15 mars à 18h**  
**Salle de Quartier Université – Terrasse 9**  
**(Salle polyvalente du centre social La Traverse)**  
**Adresse : 75 terrasses de l'Université, Nanterre**

**Toutes et tous ensemble pour un droit à l'éducation de qualité**  
**pour toutes et tous !**